

Habitat & Collectivités Locales N°75

Informations du 6 au 12 novembre 2010

Nouvelle formule – n° 75 – 15 novembre 2010 Version gratuite allégée (spécimen)

Editorial

Une semaine de contraste.

Politique ? Cette semaine le fut sans doute.
Mais pas à cause de la perspective des élections des représentants des locataires HLM.

L'Urbanisme à l'honneur ? Et non, malgré le titre du roman de Michel Houellebecq et son prix Goncourt *La carte et le territoire*… Non plus avec cette déclaration d'un maire de banlieue parisienne (imitant involontairement le regretté Coluche ?) élu nouveau président de *Paris Métropole* « (…) pas de gauche, ne sera pas non plus de droite, ce sera une évolution dans la continuité ».

Plus sérieux et grave, lundi, Jérôme Bédier le pourtant réputé prudent dirigeant du Medef et patron du 1% Logement (désormais Action-Logement), lance un pavé dans la mare en réclamant « un ministère du Logement puissant » dans un entretien donné au quotidien financier La Tribune.
Dimanche, du perron de l'Elysée, on lui aura sèchement répondu.

Enfin, on nous a annoncé la teneur du nouveau gouvernement à la suite du *remaniement ministériel* tant attendu et commenté. Qu'en retenir, du point de vue des sujets suivis par HCL ?

Le Président de la région Alsace démissionne de l'Association des régions Françaises et on le retrouve au Gouvernement. Philippe Richert est donc ministre (et non simple secrétaire d'Etat) des Collectivités locales.
Maurice Leroy, un temps très proche de François Bayrou, finit par décrocher un portefeuille, et ministériel en plus, à la Ville. Exit Fadela Amara…
L'Aménagement du territoire rejoint l'Agriculture dont le titulaire reste Bruno Lemaire.
NKM (Nathalie Kosciusko-Morizet) revient à l'Ecologie et nul ne lui contestera son implication en la matière, mais l'Energie lui échappe ce qui risque de vider de sens et surtout d'efficacité une partie de son action.
Le Logement reste attaché à son grand ministère (qui n'est plus d'Etat !) en la personne du désormais connu Benoist Apparu qui perd l'Urbanisme (au moins dans l'intitulé de son poste), terrain où il s'était assez peu aventuré jusque là. Ce terrain –pardon, l'Urbanisme- semble à l'heure où ces lignes sont rédigées, pouvoir être qualifié de « vague ». On attendra les décrets d'attribution pour vous en dire plus.

Bref, une cohérence difficile à détecter et, surtout, pour le Logement, pas de vrai ministère, pas même un secrétariat d'Etat conjuguant l'urbain qui soit rattaché à un ministre d'Etat… On peut sans doute y voir un déclassement dans l'ordre des priorités gouvernementales.

Guy Lemée

HCL vous rend compte de l'actualité de la semaine écoulée et cette dernière, malgré le 11 novembre, fut tout de même chargée, en particulier avec l'activité parlementaire. Et puis ce remaniement ministériel dominical… Il était ainsi prévu de publier un dossier spécial sur l'hébergement en région parisienne, à la lumière des travaux d'une association originale et d'entretiens avec ses promoteurs mais aussi avec l'Administration. Partie remise.

Sommaire

Textes 2
Journaux officiels (JORF / JOUE) du 6 au 12 novembre 2010 2
Parlement 3
Projets de loi / Propositions de loi 3
Questions parlementaires / Réponses ministérielles 3
Jurisprudence 3
Documentation 5
Rapports & études 5
Livres, revues, articles et communiqués signalés 6
Actualités 8
Finances, fiscalité, comptabilité, statistiques 8
On en parle – Revue du web 10
Evènements / Manifestations 16

Textes

Journaux officiels (JORF / JOUE) du 6 au 12 novembre 2010

Compteurs de gaz combustible - Nouvelles prescriptions
Arrêté du 21 octobre 2010 relatif aux compteurs de gaz combustible
(…) *Les abonnés ont accès à la lettre HCL en version intégrale et disposent à cet emplacement de l'information et du lien Internet vers le texte signalé* http://hcl.inventaires.fr

Bénéficiaires de la législation sur les HLM et des nouvelles aides de l'Etat en secteur locatif - Plafonds de ressources - Révision annuelle
Décret n° 2010-1331 du 8 novembre 2010 relatif aux conditions d'actualisation des plafonds de ressources des bénéficiaires de la législation sur les habitations à loyer modéré et des nouvelles aides de l'Etat en secteur locatif
(…) *Les abonnés ont accès à la lettre HCL en version intégrale et disposent à cet emplacement de l'information et du lien Internet vers le texte signalé* http://hcl.inventaires.fr

Réduction d'impôt accordée au titre d'investissements réalisés dans le secteur locatif social - Travaux d'isolation
Arrêté du 29 octobre 2010 fixant la nature des dépenses d'équipement prises en compte pour l'application de l'article 199 undecies C du code général des impôts relatif aux investissements réalisés dans le secteur locatif
(…) *Les abonnés ont accès à la lettre HCL en version intégrale et disposent à cet emplacement de l'information et du lien Internet vers le texte signalé* http://hcl.inventaires.fr

Subvention de l'Etat pour surcharge foncière attribuées avant le 1er janvier 2012- Conditions d'attribution - Réduction ou suppression à titre dérogatoire de la participation des collectivités territoriales
(…) *Les abonnés ont accès à la lettre HCL en version intégrale et disposent à cet emplacement de l'information et du lien Internet vers le texte signalé* http://hcl.inventaires.fr

Ville de demain - Cahier des charges relatif au programme « Transport et urbanisme durables »
JORF n°0258 du 6 novembre 2010 page 19829 - texte n° 4 - NOR: PRMX1027989A
Arrêté du 4 novembre 2010 relatif à l'approbation du cahier des charges de l'action « Ville de demain »
http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000023008361
CDC >> Investissements d'avenir (le cahier des charges sera mis en ligne "prochainement"
http://www.caissedesdepots.fr/activites/investissements-davenir/investissements-davenir.html
NDLR / Cahier des charges introuvable sur le site du MEEDDM
Voir également: Convention du 28 septembre 2010 entre l'Etat et la Caisse des dépôts et consignations relative au programme d'investissements d'avenir (action « ville de demain »)
http://legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000022865542

Convention collective nationale des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement
Arrêté du 27 octobre 2010 portant extension d'un avenant à la convention collective nationale des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (n° 2666)
http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000023023418

Convention collective nationale de l'immobilier
Arrêté du 27 octobre 2010 portant extension d'un avenant à la convention collective nationale de l'immobilier (n° 1527)
http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000023023442

Tourisme - Distinction Palace
Arrêté du 8 novembre 2010 portant création d'une « distinction Palace »
JORF n°0262 du 11 novembre 2010 page 20135 - texte n° 17 - NOR: ECEI1028278A
http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000023032724

Parlement

Projets de loi / Propositions de loi

Réforme des collectivités territoriales
Le Sénat a adopté le projet de loi, dans les conditions prévues à l'article 45 (alinéas 2 et 3) de la Constitution
Sénat - Projet de loi en navette - 2010-11-09
http://www.senat.fr/dossier-legislatif/pjl09-060.html
Petite loi : (NdR : vote des députés prévu le 16 novembre)
http://www.senat.fr/petite-loi-ameli/2010-2011/92.html

PLF 2011 : les députés et les crédits « Ville et Logement »
http://www.assemblee-nationale.fr/13/cri/2010-2011/20110047.asp

Questions parlementaires / Réponses ministérielles

NdR : pour cause de 11 novembre, retrouvez cette rubrique habituelle dans la prochaine livraison HCL…

Jurisprudence

Recours contentieux - Notification - La procédure prévue à l'article R. 600-1 s'applique à un pourvoi en cassation introduit après le 1er octobre 2007
(…) Considérant qu'aux termes de l'article R. 600-1 du code de l'urbanisme, dans sa rédaction issue du décret du 5 janvier 2007 pris pour l'application de l'ordonnance n° 2005-1527 du 8 décembre 2005 relative au permis de construire et aux autorisations d'urbanisme, repris à l'article R. 411-7 du code de justice administrative : En cas de déféré du préfet ou de recours contentieux à l'encontre d'un certificat d'urbanisme, d'une décision de non-opposition à une déclaration préalable ou d'un permis de construire, d'aménager ou de démolir, le préfet ou l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier son recours à l'auteur de la décision et au titulaire de l'autorisation. (…) Considérant qu'il résulte de ces dispositions que la procédure de notification prévue à l'article R. 600-1 s'applique à un pourvoi en cassation introduit après le 1er octobre 2007, même si elle n'était pas encore applicable aux instances, engagées avant cette même date, qui se sont déroulées devant les juges du fond (…)
(…) *Les abonnés ont accès à la lettre HCL en version intégrale et disposent à cet emplacement de l'information et du lien Internet vers le texte signalé* http://hcl.inventaires.fr

Habitation bâtie sur une zone inconstructible - Indemnisation de l'acheteur
(…) Considérant que, devant la cour administrative d'appel, les requérants ont recherché la responsabilité de la commune en faisant valoir, d'une part, qu'en raison du risque connu d'avalanche, certaines des parcelles sur lesquelles était implanté le chalet dont ils avaient fait l'acquisition en 1998, avaient été illégalement classées en zone constructible le 29 mars 1991 lors d'une révision du plan d'occupation des sols et qu'en raison de cette illégalité, le chalet avait été construit sur la base d'un permis de construire illégal et, d'autre part, que les parcelles concernées ayant, à la suite de l'avalanche, été classées en zone inconstructible par une délibération du conseil municipal de cette commune du 5 mars 1999, celle-ci devait être condamnée à les indemniser du préjudice résultant de la perte de valeur vénale des parcelles concernées ; Considérant que, pour écarter cette demande, la cour administrative d'appel a estimé que les fautes alléguées, tirées de l'illégalité du plan d'occupation des sols révisé en 1991 et du permis de construire, étaient sans lien direct avec le préjudice invoqué, qui trouvait sa cause dans la délibération du conseil municipal du 5 mars 1999 ; qu'en statuant ainsi, alors que la modification du classement des parcelles intervenue en 1999 ne la dispensait pas de rechercher, compte tenu du préjudice invoqué par les requérants résultant, selon eux, de l'acquisition des parcelles à un prix supérieur à celui qu'ils auraient payé si elles avaient été classées dès l'origine en zone inconstructible, s'il trouvait sa cause dans une faute commise lors du classement de celles-ci en zone constructible, la cour administrative d'appel de Lyon a commis une erreur de droit ; que, dès lors, son arrêt doit être annulé, en tant qu'il a statué sur la demande d'indemnisation du préjudice immobilier de
(…) *Les abonnés ont accès à la lettre HCL en version intégrale et disposent à cet emplacement de l'information et du lien Internet vers le texte signalé* http://hcl.inventaires.fr

Déclaration d'utilité publique - Libre administration des collectivités territoriales –
(…) Il résulte des dispositions des articles L. 11-2 et L. 11-4 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, qui renvoient à l'article L. 123-16 du code de l'urbanisme, que l'acte déclaratif d'utilité publique pris par l'Etat emporte mise en compatibilité du plan local d'urbanisme d'une commune ou d'un établissement public de coopération intercommunale (EPCI) qui n'est pas compatible avec cet acte. Question prioritaire de

constitutionnalité soulevée à l'encontre de ces dispositions. Si ces dispositions permettent à l'Etat de modifier les documents d'urbanisme locaux en dépit de l'opposition d'une commune ou d'un EPCI, elles ne portent pas à la libre administration des collectivités territoriales garantie par l'article 72 de la Constitution, laquelle s'exerce dans les conditions prévues par la loi, une atteinte excessive au regard de la réalisation de l'objectif d'intérêt général poursuivi par l'opération déclarée d'utilité publique. Question qui n'est pas nouvelle et ne présente pas un caractère sérieux (…)
(…) *Les abonnés ont accès à la lettre HCL en version intégrale et disposent à cet emplacement de l'information et du lien Internet vers le texte signalé* http://hcl.inventaires.fr

Candidat irrégulièrement évincé - Indemnisation de l'intégralité du manque à gagner
(…) Considérant que lorsqu'une entreprise candidate à l'attribution d'un marché public demande la réparation du préjudice né de son éviction irrégulière de ce marché, il appartient au juge de vérifier d'abord si l'entreprise était dépourvue de toute chance de remporter le marché ; que dans l'affirmative, l'entreprise n'a droit à aucune indemnité ; que, dans la négative, elle a droit en principe au remboursement des frais qu'elle a engagés pour présenter son offre ; que, dans le cas où l'entreprise avait des chances sérieuses d'emporter le marché, elle a droit à l'indemnisation de l'intégralité du manque à gagner qu'elle a subi (…)
(…) *Les abonnés ont accès à la lettre HCL en version intégrale et disposent à cet emplacement de l'information et du lien Internet vers le texte signalé* http://hcl.inventaires.fr

Documentation

Rapports & études

Rapport statistique annuel sur l'évolution de la pauvreté en France du Secours Catholique



Après une baisse observée en 2007, le nombre de situations rencontrées par le Secours Catholique augmente en 2009 pour la seconde année consécutive avec 1 480 000 personnes accueillies. Cette année, l'étude analyse particulièrement les ressources des personnes et démontre l'impossibilité pour les ménages de s'en sortir. Une fois réglées en début de mois les charges contraintes, qui représentent 68 % du budget, il reste environ 250 euros pour se vêtir, se soigner, se nourrir et payer ses dettes (…)
Présentation :
http://www.secours-catholique.org/je-crois-en-toi/nos-statistiques-d-accueil-2009,8093.html
Lire le rapport :
http://fr.calameo.com/read/000211961d1f8727a75d1

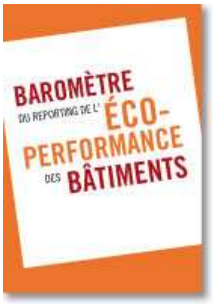
Propriété, mode d'emploi : Politique publique et choix des statuts d'occupation – Etude Anil

Par Bernard Worms - novembre
Le choix des statuts d'occupation est au cœur des politiques du logement. Dans la plupart des pays, les pouvoirs publics ont affiché leur volonté de favoriser l'accession à la propriété. Cette orientation est plus ou moins récente, mais elle est majoritaire. Peu de pays ont une politique de neutralité entre statuts. Seules la Suisse et l'Allemagne favorisent ou ont favorisé clairement le locatif, et encore accordent-elles quelques aides à l'accession. Mais aujourd'hui, la crise des subprime conduit à s'interroger sur la pertinence de cette politique. C'est une question qui semble posée partout. (…)
(NdR : extraits choisis de la conclusion ; le passage souligné l'est par la rédaction)
Reste la préférence majoritaire des ménages pour la propriété (…) elle paraît indiscutable, même si on lui oppose parfois la contrainte qui pèserait sur le choix de certains ménages qui n'accèderaient à la propriété que du fait de l'absence d'offre locative. Recevable dans des pays, comme l'Espagne, où le parc locatif est très réduit et au sein duquel la mobilité est très faible, cette objection est peu crédible en France. (…) le souhait de répondre à cette aspiration est partagé par les élus, quel que soit le niveau auquel ils se situent. Et ce sont souvent ces enjeux, qui l'emportent sur toute autre considération (…)

Information, documentation, études sur le logement
ANIL / AGENCE NATIONALE POUR L'INFORMATION SUR LE LOGEMENT

(…) *Les abonnés ont accès à la lettre HCL en version intégrale et disposent à cet emplacement de l'information et du lien Internet vers le texte signalé* http://hcl.inventaires.fr

Baromètre du reporting de l'éco-performance des bâtiments 2010



L'immobilier tarde à intégrer la valeur verte des bâtiments…
Novethic évalue, avec le soutien de l'ADEME, la qualité de la communication sur l'éco-performance des bâtiments en analysant les informations fournies par les acteurs cotés de ce secteur – promoteurs, foncières et gestionnaires d'actifs - sur les performances énergétiques et les émissions de CO2 des actifs immobiliers qu'ils détiennent.

(…) *Les abonnés ont accès à la lettre HCL en version intégrale et disposent à cet emplacement de l'information et du lien Internet vers le texte signalé* http://hcl.inventaires.fr

Evolution des politiques de prévention de la délinquance : synthèse et analyse de l'avis des coordonnateurs des Conseils locaux de sécurité et de prévention de la délinquance (CLSPD)

Le CNV a souhaité faire un premier bilan de l'impact local du plan national pour la prévention de la délinquance et l'aide aux victimes. Un an après son lancement, il semblait utile d'en mesurer les succès et les limites et de le faire avec les praticiens de la prévention de la délinquance que sont les coordonnateurs de CLSPD et de CISPD.Le CNV a reçu durant l'été 53 réponses spontanées de collectivités territoriales3 (municipalité, communauté urbaine, agglomération, département), donnant une photographie réaliste de la

situation vécue et appréciée à l'échelle de plus de 160 communes de toutes tailles (très grandes, grandes, moyennes et petites) de toutes tendances politiques et couvrant l'ensemble de la géographie du pays…
(…) *Les abonnés ont accès à la lettre HCL en version intégrale et disposent à cet emplacement de l'information et du lien Internet vers le texte signalé* http://hcl.inventaires.fr

Une étude sur la circulation automobile : record européen pour la région parisienne
(Citation) À quel point le trafic est-il perturbé ? Quelles sont les heures et les zones les plus difficiles pour circuler ? Paris ou Lyon ? Boulevard périphérique ou Autoroute du Soleil ? Mardi matin ou vendredi après-midi ? (…). En général, les conducteurs d'Île-de-France passent plus de temps dans la circulation que leurs homologues au (…) des routes saturées par l'engorgement du trafic en moyenne 70 heures par semaine au niveau des 25 pires points noirs dans tout le pays. La circulation continue de jouer un rôle majeur sur la population, l'économie française et l'environnement.
Le relevé statistique révèle que la région et la plage horaire les plus difficiles pour emprunter les routes françaises est l'Île-de-France le mardi entre 8 et 9 heures. (…)
(…) *Les abonnés ont accès à la lettre HCL en version intégrale et disposent à cet emplacement de l'information et du lien Internet vers le texte signalé* http://hcl.inventaires.fr

Livres, revues, articles et communiqués signalés

Quartiers durables - L'AMF et l'Ordre des géomètres-experts présentent un ouvrage

(Citation)
L'ouvrage intitulé « éco+quartier=quartier durable- sensibilisation et approche méthodologique », présente les différentes phases de réalisation d'un quartier durable, en identifiant à chaque étape et de façon la plus exhaustive possible, les questions à se poser. Six opérations exemplaires permettent d'illustrer des réponses apportées par les communes (…)
NdR : HCL n'a pas eu l'ouvrage en mains… on vous le commentera dès qu'on aura pu le consulter.
AMF - 2010-11-10
Sous la direction de Xavier Prigent



(…) *Les abonnés ont accès à la lettre HCL en version intégrale et disposent à cet emplacement de l'information et du lien Internet vers le texte signalé* http://hcl.inventaires.fr

Logement, comment faire baisser la facture
Le magazine TV "Enquête d'action" de W9 du vendredi 6 novembre 2010 a abordé la question du coût du logement. Il a interrogé Marie-Noëlle Lienemann, présidente de la Fédération des coop HLM.
http://www.w9replay.fr/#/emissions/enquete-d-action/19450
http://lienemann.typepad.fr/

Zoé Shepard : toutes les grosses collectivités dysfonctionnent
La Lettre du Cadre Territorial numéro 410 (1er novembre 2010)
http://www.lettreducadre.fr/PAR_TPL_IDENTIFIANT/16001/TPL_CODE/TPL_REV_ARTSEC_FICHE/PAG_TITLE/Zo%E9+Shepard+%3A+toutes+les+grosses+collectivit%E9s+dysfonctionnent+/2094-fiche-article-de-revue.htm

"Notre pays a besoin d'un ministère du Logement puissant" par Jérôme Bédier (Medef et 1% Logement)
(Citation – extrait) question : Est-ce le bon moment pour ouvrir ce débat à un an et demi de l'élection présidentielle ? Réponse : C'est une vraie question ! Nous aimerions que ce débat se tienne dès maintenant car nous souhaitons qu'il y ait une vraie cohérence entre la politique du logement et les engagements qu'Action logement entend prendre pour la période 2011- 2013. Le sujet du logement est suffisamment consensuel pour que l'on puisse le traiter avant les élections présidentielles. Ce sujet génère en tout cas suffisamment de contraintes pour ne pas attendre l'élection. (fin de citation)
Propos recueillis par Pierre Kupferman et Sophie Sanchez pour les Echos – 8 novembre
http://www.latribune.fr/actualites/economie/france/20101108trib000570484/jerome-bedier-notre-pays-a-besoin-d-un-ministere-du-logement-puissant.html

Loppsi 2- Logement: manifestation d'associations contre la Loppsi 2 à l'Assemblée
Les manifestants visent précisément l'article 32 ter A du projet de du projet de la loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure (Loppsi 2). Cet article prévoit que les préfets peuvent, après mise en demeure, faire "procéder à l'évacuation forcée des lieux" occupés sans autorisation,

ou "lorsqu'une installation illicite en réunion sur un terrain (...) comporte de graves risques pour la salubrité, la sécurité ou la tranquillité publiques". Le préfet peut aussi saisir la justice "d'une demande d'autorisation de procéder à la destruction des constructions illicites" sur le terrain squatté…
(…) *Les abonnés ont accès à la lettre HCL en version intégrale et disposent à cet emplacement de l'information et du lien Internet vers le texte signalé* http://hcl.inventaires.fr

« Maires et architectes - 18 propositions pour un urbanisme durable et une architecture responsable »
Suite (HCL 74) à notre signalement de la parution de l'ouvrage et surtout de nos commentaires, l'Ordre des architectes contacté par HCL précise l'objectif, selon lui, de cette publication et sa cible : des maires de petites - voire très petites - communes, qui n'ont pas de services d'urbanisme, aucune formation en la matière, et guère le temps de se documenter. « *Ils représentent l'écrasante majorité des élus qui "fabriquent" le territoire, sans avoir de compétences. L'objectif est non pas de leur donner des recettes - ni de produire des idées radicalement originales - mais de pousser ce public d'élus locaux à se poser les bonnes questions au bon moment pour porter un projet durable, partagé, mais dont ils gardent la maîtrise. L'objectif est en fait ambitieux ! »*
Par ailleurs, le document (tiré à 20 000 exemplaires) aurait bien reçu le soutien du président de l'Association des Maires de France, Jacques Pélissard, et sera diffusé au salon des maires dans quelques jours et dans les formations que l'AMF organise pour les élus locaux.
http://www.architectes.org/outils-et-documents/publications-de-l-ordre/maires-et-architectes-18-propositions-pour-un-urbanisme-durable-et-une-architecture-responsable/

Contrat de partenariat - Kits de communication
Des fiches "Projets – Collectivités" ainsi qu'une plaquette sont mises à votre disposition…
(…) *Les abonnés ont accès à la lettre HCL en version intégrale et disposent à cet emplacement de l'information et du lien Internet vers le texte signalé* http://hcl.inventaires.fr

Guide des contrats de partenariat : Principes et méthodes
Le nouveau guide : version du 22 octobre 2010…
Ministère de l'Economie, de l'industrie et de l'emploi
(…) *Les abonnés ont accès à la lettre HCL en version intégrale et disposent à cet emplacement de l'information et du lien Internet vers le texte signalé* http://hcl.inventaires.fr

Le Nouveau Livret de Prévention du Maire
Par rapport au premier livret paru en août 2010, il est, selon l'expression d'usage, « revu et augmenté ». Revu, car les remarques des lecteurs de la première édition ont toutes été prises en compte, permettant d'améliorer encore la clarté ou la précision de certaines explications. Augmenté, car plusieurs ajouts ont été effectués…
SGCIPD - 2010-11-10
http://www.sgcipd.interieur.gouv.fr/nouveau_livret_de_prevention_du_maire-h86.html
SGCIPD - Le Nouveau Livret de Prévention du Maire
http://www.sgcipd.interieur.gouv.fr/index-quick.php?dims_op=doc_file_download&docfile_md5id=588c128d1e8f596ed80025174a147372

N° spécial de la lettre du réseau « Habitat Développement » : programme « Habiter mieux »

http://www.habitatdeveloppement.fr/cfm/e-lettre.cfm?id=21

Colloques, séminaires, rencontres : actes, etc.

17ème congrès de la FNAUT : les conclusions
La FNAUT a fait un bilan critique du Grenelle de l'environnement : une inflexion indéniable mais très éloignée de la révolution annoncée. La FNAUT, qui rassemble à ce jour 150 associations soit environ 65 000 membres, a tenu son 17ème congrès à Nancy les 6 et 7 novembre 2010. A cette occasion elle a dressé un bilan du Grenelle de l'environnement…
FNAUT - Lire la suite - 2010-11-09
http://www.fnaut.asso.fr/index.php/toute-actualite/39-communiques-presse/226-17eme-congres-de-la-fnaut-les-conclusions.html

Retour sur le colloque « Plans Climat Energie Territoriaux » de fin octobre
http://www.projetdeterritoire.com/index.php/Espaces-thematiques/Energie-Environnement/Actualites/Retour-sur-le-colloque-Plans-Climat-Energie-Territoriaux

"Consommer, conserver" - Publication des actes de l'atelier de la DGCCRF du 16 février 2010
De la consommation effrénée à la conservation raisonnable, les comportements évoluent dans nos sociétés, soucieuses aujourd'hui de l'avenir de la planète…
DGCCRF - 2010-11-04
http://www.dgccrf.bercy.gouv.fr/documentation/publications/actes_ateliers/actes_ateliers.htm
DGCCRF - Les actes des ateliers 2008-2009
http://www.dgccrf.bercy.gouv.fr/documentation/publications/actes_ateliers/consommer_conserver.pdf

Actualités

Finances, fiscalité, comptabilité, statistiques

PLF 2011 : le palais Bourbon et la taxation des « dodus dormants »
NdR : Au départ de cette affaire qui avait suscité la bronca des HLM, l'article 99 du projet de loi de finances (PLF) pour 2011 créait un nouveau prélèvement sur les organismes HLM en soumettant pour la première fois les locations de leurs immeubles à la contribution sur les revenus locatifs : le fameux prélèvement de 340 millions d'euros qui avait réussi à rassembler toutes les familles du Mouvement HLM (on se souvient des huées lors du discours de B. Apparu en clôture du Congrès HLM fin septembre). Le gouvernement vient de faire adopter un dispositif alternatif sur la base du prélèvement sur les "dodus-dormants" mis en place par la loi Boutin de mars 2009 qui devait permettre d'organiser une péréquation entre organismes HLM (sans le moindre succès…). Il précise que "cette mutualisation s'inscrira dans un contexte de santé financière globale du secteur HLM plutôt satisfaisante: l'autofinancement du secteur HLM représente plus de 2 milliards d'euros, soit plus de 12,5% des loyers perçus, cette bonne santé financière s'expliquant par d'importants progrès dans la gestion, dans la remise à niveau des loyers facilitée par l'effet solvabilisateur des aides au logement et par le redressement d'organismes ayant bénéficié de mesures leur permettant de retrouver une situation financière saine. La masse financière mutualisée - de l'ordre de 2% des loyers perçus - n'est ainsi pas de nature à fragiliser l'autofinancement moyen des organismes de logement social, qui conserveront les moyens de maintenir et de renforcer la qualité d'entretien et de gestion de leur patrimoine". Selon l'exposé des motifs, "les organismes qui ne construisent pas et qui vivent de la "rente" tirée des loyers d'un patrimoine amorti seront les plus affectés, alors que les organismes qui s'engagent dans la construction de plus de logements sociaux, là où il y en a besoin, seront confortés par cette mesure".
Apaisement (?) : la date de signature des CUS repoussée de six mois… Benoist Apparu pour le gouvernement explique « Ce que l'Assemblée est en train de voter ce soir modifie en effet l'équilibre des CUS ou peut en tout en cas avoir des conséquences sur elles. Il nous paraît donc logique de prolonger le délai de leur signature »,
http://www.assemblee-nationale.fr/13/cri/2010-2011/20110047.asp
Tout (ou presque) était annoncé dans cette « réponse ministérielle »
http://www.senat.fr/questions/base/2010/qSEQ100915130.html

Bercy veut réformer le PEL pour qu'il soit mieux rémunéré
http://fr.reuters.com/article/businessNews/idFRPAE6AB08H20101112

Création du Cercle Colbert pour une nouvelle gestion publique locale
Élus locaux et parlementaires de toutes orientations politiques, experts de haut niveau du public et du privé, le Cercle Colbert est une association unique de compétences travaillant ensemble à un nouveau cadre de la gestion publique locale…
(…) *Les abonnés ont accès à la lettre HCL en version intégrale et disposent à cet emplacement de l'information et du lien Internet vers le texte signalé* http://hcl.inventaires.fr

Réforme de la fiscalité locale - Neutralisation automatique des effets du transfert de la taxe d'habitation : délibération de retrait à prendre avant le 16 novembre 2010
Une note de la DGFiP du 29 octobre 2010 précise le mécanisme d'ajustement mis en place afin de neutraliser les effets induits du transfert de la taxe d'habitation départementale au bloc communal (communes et communautés). Par ailleurs, l'amendement correspondant a été déposé le même jour à l'Assemblée nationale afin que celle-ci l'examine dans le cadre de l'examen du projet de loi de finances pour 2011. La note jointe, complétée par les annexes relatives aux différentes catégories de communautés, expose les modalités techniques de l'ajustement envisagé, les conséquences du maintien ou du retrait de l'éventuelle délibération relative aux abattements prise en 2010, ainsi qu'un modèle de délibération de retrait…
(…) *Les abonnés ont accès à la lettre HCL en version intégrale et disposent à cet emplacement de l'information et du lien Internet vers le texte signalé* http://hcl.inventaires.fr

Crédits de la mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Pour Alain MARLEIX, le Gouvernement tient ses promesses en faveur des collectivités territoriales
A l'occasion de la présentation devant l'Assemblée nationale des crédits de la mission « Relations avec les collectivités territoriales », Alain MARLEIX a tenu à préciser un certain nombre de points importants en ce qui concerne les ressources financières des collectivités territoriales.
Il a notamment dévoilé un chiffre important en ce qui concerne les conséquences de la suppression de la taxe professionnelle : la compensation relais de la taxe professionnelle est en augmentation de +3,7% par rapport au produit de taxe professionnelle perçu l'an dernier par les collectivités locales.
Cela représente 1,1 milliard de ressources supplémentaires pour les collectivités locales : 860 millions d'euros pour le bloc communal; 150 millions d'euros pour les départements et 120 millions d'euros pour les régions. Ce chiffre est donc un démenti cinglant pour tous ceux qui ont crié à l'étouffement financier des collectivités locales.
Il a également confirmé que la question très délicate du transfert de la taxe d'habitation départementale au niveau communal serait réglée par le dépôt d'un amendement qui neutralisera les effets de la réforme pour les contribuables et aboutira à une juste compensation.
(…) *Les abonnés ont accès à la lettre HCL en version intégrale et disposent à cet emplacement de l'information et du lien Internet vers le texte signalé* http://hcl.inventaires.fr

Alain MARLEIX a examiné les crédits de la mission "relations avec les collectivités territoriales" du PLF 2011
Alain MARLEIX a articulé son intervention autour de trois points:
1. La « clause de rendez-vous » de la réforme de la taxe professionnelle sur les collectivités territoriales ;
2. La mise en œuvre du gel des concours financiers et la poursuite de l'effort de péréquation ;
3. L'examen des crédits proprement dits de la mission.
Secrétaire d'Etat aux collectivités territoriales – Communiqué - 2010-11-09
http://www.interieur.gouv.fr/sections/a_la_une/toute_l_actualite/collectivites-locales/examen-projet-loi-finances-2011-mission-relations/sections/secretaires-d-etat/collectivites/interventions/plf-2011-mission-relations-avec-collectivites

Le Sénat pose la question de l'avenir du Comité des finances locales
http://www.senat.fr/compte-rendu-commissions/20101102/fin.html#toc13

Légère hausse des prix à la consommation en octobre 2010 : +0,1 %
En octobre 2010, l'indice des prix à la consommation (IPC) est en hausse de 0,1 %, après une baisse de même ampleur au mois de septembre. Sur un an, il croît de 1,6 %...
INSEE - 2010-11-10
http://www.insee.fr/fr/themes/info-rapide.asp?id=29&date=20101110
INSEE - Informations Rapides
http://www.insee.fr/fr/themes/indicateur.asp?id=29&type=1

Promotion immobilière : prix stables et baisse de 15% de la production au 3ème trimestre
(…) *Les abonnés ont accès à la lettre HCL en version intégrale et disposent à cet emplacement de l'information et du lien Internet vers le texte signalé* http://hcl.inventaires.fr

Produits intérieurs bruts régionaux et valeurs ajoutées régionales de 1990 à 2009
INSEE
http://www.insee.fr/fr/themes/detail.asp?reg_id=99&ref_id=pib-va-reg

On en parle – Revue du web

Logement

Rapports locatifs

Logement HLM / Plafonds de ressources au 1er janvier 2011 (décret du 8.11.10 : JO du 10.11.10) - Analyse juridique

Les logements HLM sont réservés à des personnes physiques dont les ressources n'excèdent pas, pour l'ensemble des personnes vivant au foyer, des plafonds fixés par arrêté (arrêté du 29.7.87 modifié). Ces plafonds sont révisés annuellement en fonction de l'évolution de l'indice de référence des loyers IRL (CCH : L 441-1). Le décret du 8 novembre 2010 (JO du 10.11.10) vient préciser la date de l'actualisation ainsi que les modalités de révision….

(…) *Les abonnés ont accès à la lettre HCL en version intégrale et disposent à cet emplacement de l'information et du lien Internet vers le texte signalé* http://hcl.inventaires.fr

Accession

(Voir étude Anil signalée sous la rubrique « documentation »)

Hébergement

L'hébergement d'urgence et l'accès au logement

Elaborée en concertation avec le secteur associatif et les bailleurs sociaux, la stratégie nationale de prise en charge des personnes sans-abri ou mal logées, présentée en novembre 2009, repose en premier lieu sur le principe du « logement d'abord » : l'accès au logement ou le maintien dans le logement doit être privilégié, par rapport à l'hébergement…

(…) *Les abonnés ont accès à la lettre HCL en version intégrale et disposent à cet emplacement de l'information et du lien Internet vers le texte signalé* http://hcl.inventaires.fr

Réunion avec les associations sur l'hébergement et l'accès au logement

Le Premier ministre a reçu à l'Hôtel de Matignon, le 10 novembre, le "Collectif des associations unies pour une nouvelle politique publique du logement des personnes sans abri et mal logées" en présence de Jean-Louis Borloo et de Benoist Apparu.

http://www.gouvernement.fr/gouvernement/reunion-avec-les-associations-sur-l-hebergement-et-l-acces-au-logement

Habitat indigne

Possibilité d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour les travaux d'adaptation du logement

Par délibération n°2010-54 du 22 septembre 2010, l'Agence nationale de l'habitat (Anah) a explicité les conditions qui lui permettaient de subventionner des prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO)…

(…) *Les abonnés ont accès à la lettre HCL en version intégrale et disposent à cet emplacement de l'information et du lien Internet vers le texte signalé* http://hcl.inventaires.fr

Anah

L'Agence lance une étude sur les prêts « collectifs » à destination des copropriétés (travaux sur parties communes) : le Pact 93 associé à un avocat spécialiste auraient remporté le marché…

http://www.anah.fr/lanah/les-marches-publics/les-appels-doffre-en-cours.html

Marchés

Taux d'intérêt/financements

Les taux au plus bas : la baisse se poursuit

(…) *Les abonnés ont accès à la lettre HCL en version intégrale et disposent à cet emplacement de l'information et du lien Internet vers le texte signalé* http://hcl.inventaires.fr

Développement durable

"Du caddie à la poubelle : les Français sont plus sensibles aux emballages"

Chaque Français jette en moyenne 391 kg d'ordures ménagères par an. Entre 1995 et 2007, le volume total a progressé de 39 %. Les emballages représentent environ un tiers de ces déchets. L'habitude, désormais bien établie, de trier ses déchets a fortement contribué à changer les mentalités. Cette évolution devrait se poursuivre dans la mesure où les individus les plus rétifs au tri des déchets (les jeunes, les personnes âgées, les Franciliens et les ménages aux ressources modestes) commencent à changer leurs comportements…

CREDOC - lettre Consommation et Modes de vie N°234 - 2010-11-09
http://www.credoc.fr/pdf/4p/234.pdf
ADEME - Mes éco-gestes au quotidien
http://www2.ademe.fr/servlet/getDoc?cid=96&m=3&id=72939&ref=23980&p1=B

Les tonnages de réduction et de recyclage des déchets ménagers et assimilés attendus par la loi Grenelle 1
En vue de préserver les ressources et réduire les pollutions, la loi du 3 août 2009 de mise en oeuvre du Grenelle de l'Environnement a inscrit dans son article 46 des objectifs de prévention, de recyclage et de réduction du stockage et de l'incinération des déchets. Ces objectifs portent sur différents périmètres qu'il convient au préalable de définir : ordures ménagères et assimilées, déchets ménagers et assimilés, déchets banals des entreprises, emballages ménagers, déchets incinérés et stockés. Cet exercice est indispensable pour définir ces objectifs en volume et pour dresser un panorama de l'ensemble des objectifs déchets de la loi Grenelle. La réalisation des objectifs de prévention et de recyclage permettra une réduction sans précédent de la mise en décharge et de l'incinération des déchets, principal objectif de la loi.
MEEDDM - 2010-11-08
http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/LPS66.pdf

Triez vos déchets en un clic
La ville de Paris vient de lancer un site interactif dédié du tri sélectif. Il répertorie plus de 1000 déchets et aide les particuliers en répondant à certaines questions : Quel bac ? Le vert ? Le jaune ? Le blanc ? Un déchet doit-il rejoindre la déchetterie ou être donné pour réutilisation ? Il suffit pour l'internaute de taper le nom d'un déchet pour savoir dans quel bac le jeter ou comment s'en débarrasser. En outre, il se veut évolutif puisque les internautes peuvent soumettre des requêtes relatives à des déchets qui ne sont pas encore répertoriés…
(…) *Les abonnés ont accès à la lettre HCL en version intégrale et disposent à cet emplacement de l'information et du lien Internet vers le texte signalé* http://hcl.inventaires.fr

Eau pour tous : pour en finir avec l'inacceptable - Discours de Chantal JOUANNO au colloque de la Fondation SUEZ Environnement
L'eau est l'enjeu de ce siècle: Enjeu d'urbanisation au même titre que les déchets; Enjeu de progrès humain : libérer les jeunes filles et les femmes de la corvée d'eau qui les prive d'éducation ; participer à l'éradication possible de la famine (ACF) et des grandes épidémies (Haïti); Enjeu de solidarité : accès à l'eau est un problème, y compris en France. Et pourtant, quel turbulent et troublant silence autour de cette question….
MEEDDM - Discours de Chantal JOUANNO - 2010-11-08
http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/DISCOURS_CJ_-_Eau_pour_tous_-_Colloque_SUEZ_FRANCE_-_08-11-2010.pdf

Territoires

Réforme des institutions locales

«Face a la crise durable de la société, il faut renforcer la régionalisation»
http://www.arf.asso.fr/index.php/actualites/a_la_une/declaration_commune_des_presidentes_et_presidents_de_region_face_a_la_crise_durable_de_la_societe_il_faut_renforcer_la_regionalisation
(NdR : voir aussi en fin de lettre HCL un florilège de déclarations en sous rubrique « polémiques »)

Politique urbaine

En banlieue, Fillon plaide la continuité sur la politique de la ville
François Fillon a visité lundi après-midi un quartier en cours de réhabilitation de Garges-lès-Gonesse, où il a de nouveau plaidé pour la continuité dans l'action publique, en l'occurrence en matière de politique de la ville. Le Premier ministre a profité du déplacement pour dresser un bilan mais aussi évoquer l'avenir en matière de rénovation urbaine, thème cher à Jean-Louis Borloo, son rival pour Matignon dans le cadre du prochain remaniement.
Dans le Val d'Oise, le Premier ministre a ainsi annoncé que les contrats urbains de cohésion sociale en cours seraient prolongés "jusqu'en 2014". "Leurs projets ont besoin d'un cadre stable et pérenne pour se déployer. Les acteurs de ces contrats ont besoin de visibilité pour travailler", a-t-il noté.
Durant son discours, il s'est félicité du bilan du Plan national de rénovation urbaine (PNRU), après avoir noté la création de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine par M. Borloo. "Au total, ce sont 12.000 logements sociaux qui ont été construits, 30.000 logements qui ont été réhabilités, 18.000 logements qui ont été résidentialisés", a-t-il par ailleurs noté en référence à la contribution du plan de relance au PNRU…
Public Sénat - 2010-11-08
http://www.publicsenat.fr/lcp/politique/banlieue-fillon-plaide-aussi-continuite-politique-ville-52321

Urbanisme

Des élus pour un recul de l'urbanisation face à la mer dans certains cas
"On dépense des millions d'euros pour des choses dont la pérennité est extrêmement courte dans le temps de l'histoire", a observé le président de la région Picardie Claude Gewerc, faisant allusion à des travaux de consolidation des côtes parfois pour éviter la chute de maisons ou de routes. "Cela permet de nous donner du temps. Mais on n'est pas en train de résoudre les problèmes du trait de côte, c'est pas vrai. Faut pas se raconter d'histoires", a-t-il poursuivi lors d'un point de presse avec ses homologues normands lors d'un colloque sur les risques côtiers…
France3 Normandie - 2010-11-04
http://normandie.france3.fr/flashinfo/

Urbanisme commercial

L'Epareca diversifie ses activités

Pour l'agence, spécialisée dans la restructuration des espaces dédiés aux commerces de proximité dans les quartiers d'habitat social, il s'agit d'une première. Le pôle artisanal Bruay'co, dont la commercialisation vient d'être lancée, répond à la forte demande des petites activités artisanales locales qui ne trouvent pas d'offre immobilière adaptée à leurs besoins… Secrétariat d'Etat à la Ville - 2010-11-10
http://www.ville.gouv.fr/?L-Epareca-diversifie-ses-activites

Transports

Transports collectifs en site propre - Plus de 80 projets déposés dans le cadre de l'appel à projets

Les transports collectifs en site propre sont une des priorités du Grenelle Environnement pour développer des transports durables et respectueux de l'environnement dans les agglomérations. Après un premier appel à projets en 2008 qui a permis de cofinancer 52 projets, un nouvel appel à projets a été lancé. Dans le cadre du Grenelle Environnement, l'Etat s'est engagé à multiplier par cinq le kilométrage des réseaux de transport collectif en site propre (TCSP) hors de l'Ile-de-France, le faisant ainsi passer de 329 kilomètres à 1 800 kilomètres. Afin d'atteindre cet objectif, il s'est engagé à mobiliser 2,5 milliards d'euros d'ici 2020 au titre du cofinancement des projets des collectivités territoriales de province…
(…) *Les abonnés ont accès à la lettre HCL en version intégrale et disposent à cet emplacement de l'information et du lien Internet vers le texte signalé* http://hcl.inventaires.fr

Analyse du trafic routier en France

À quel point le trafic est-il perturbé ? Quelles sont les heures et les zones les plus difficiles pour circuler ? Paris ou Lyon ? Boulevard périphérique ou Autoroute du Soleil ? Mardi matin ou vendredi après-midi ? Dans quel pays subit-on le plus les embouteillages : en France, au Royaume-Uni ou en Allemagne ? Grâce aux volumes croissants de données brutes mis à leur disposition et aux nouvelles technologies informatiques, les spécialistes commencent à répondre à ces questions. Cependant, jusqu'à présent aucun rapport exhaustif et cohérent n'avait été publié sur les conditions de circulation aux différentes heures de la journée, et dans plusieurs pays européens…
(…) *Les abonnés ont accès à la lettre HCL en version intégrale et disposent à cet emplacement de l'information et du lien Internet vers le texte signalé* http://hcl.inventaires.fr

Conférence de presse de l'UTP

Lors de cette conférence l'UTP, a présenté les résultats de l'année 2009 et les grandes tendances 2010 du transport public. Avec la crise, l'UTP constate une baisse de la mobilité liée au travail et une augmentation de l'importance relative des tarifs sociaux, tandis que «les taux de fraude sont repartis à la hausse. L'année 2010 ne devrait pas être sensiblement meilleure… UTP - 2010-11-09
http://www.utp.fr/actualites/evenement/795-conference-de-presse-de-lutp-9-novembre-2010

Grand Paris

Le syndicat mixte « Paris Métropole » a élu son nouveau président

(Citation) Les membres de Paris Métropole, rassemblés en formation plénière ont élu le lundi 8 novembre leur nouveau président : Jacques JP Martin, Maire de Nogent-sur-Marne qui a rappelé que "Paris Métropole qui n'était pas de gauche, ne sera pas non plus de droite, ce sera une évolution dans la continuité".
http://www.parismetropole.fr/



Le Président de la république souhaite l'étude immédiate de la faisabilité du projet de transports de l'AIGP

http://www.elysee.fr/president/les-actualites/communiques-de-presse/2010/novembre/rencontre-avec-le-directeur-general-et-les-membres.10012.html
http://www.legrandparis.culture.gouv.fr/actualite

Quelle politique du logement en région parisienne ?

http://www.aubervilliers.fr/actu5945.html

Solidarité

Services Publics

Compteurs électriques évolués: position de la FNCCR

Outre un rappel du contexte législatif et des expérimentation en cours, la FNCCR précise la position des autorités concédantes sur les enjeux industriels que représente le déploiement de compteurs communicants et, d'une manière générale, des réseaux intelligents. Elles sont favorables à ce que la France se dote d'un "chef de file", pourvu que l'expérimentation fasse l'objet d'une appréciation approfondie et d'un diagnostic partagé entre tous les acteurs concernés. La France aura également intérêt à présenter des produits différents pour mieux s'imposer sur les marchés internationaux…
FNCCR - 2010-11-09
http://www.energie2007.fr/images/upload/fnccr_note_linky_novembre_2010.pdf

Sécurité

Maisons d'assistantes maternelles - Un courrier de la direction de la sécurité civile précise que les MAM sont des ERP

En réponse à un courrier que lui avait adressé l'AMF, la direction de la sécurité civile précise que les maisons d'assistantes maternelles (MAM) sont des établissements recevant du public. Compte tenu des spécificités à prendre en compte pour connaître la réglementation applicable, il est conseillé aux maires d'interroger leurs commissions consultatives départementales de sécurité et d'accessibilité respectives…
AMF - 2010-11-04
http://www.amf.asso.fr/_gabarit/?DOC_N_ID=10146&TYPE_ACTU=1

Prévention des catastrophes (conclusions)

Conclusions sur des solutions innovantes pour le financement des actions en matière de prévention des catastrophes
Conseil de l'Union Européenne - Conclusions - 2010-11-08
http://www.consilium.europa.eu/App/NewsRoom/loadDocument.aspx?id=363&lang=FR&directory=fr/jha/&fileName=117562.pdf

Professions

Immobilier (diagnostic)

Diagnostic immobilier - Un décret pour rien

Un nouveau texte interdit les rétrocommissions entre les agences immobilières et les diagnostiqueurs. Le consommateur aurait lieu de s'en féliciter, du moins si le Code de la construction ne les interdisait pas déjà depuis longtemps…
QUE CHOISIR - Lire la suite - 2010-11-06
http://www.quechoisir.org/immobilier-logement/achat-vente-travaux/achat-vente-construction/actualite-diagnostic-immobilier-un-decret-pour-rien

Fonction publique

Eric Woerth et Georges Tron encouragent l'entrée des jeunes dans la Fonction publique

http://www.travail-solidarite.gouv.fr/actualite-presse,42/communiques,95/eric-woerth-et-georges-tron,12551.html

Europe

SSIG

Planète, la chaîne TV documentaire consacre son émission "Tout un monde" de vendredi (20h40) aux coulisses du Parlement européen et notamment au lobby des SSIG.
http://www.planete.tm.fr/Emissions/Planete-tout-un-monde
http://www.ssig-fr.org/

Les associations d'élus ont rencontré Michel Barnier sur l'avenir des services publics locaux

Une semaine après l'adoption de l'Acte pour le Marché unique, dans lequel la Commission européenne identifie 50 propositions pour relancer et restaurer la confiance dans le marché intérieur, les élus ont souligné l'importante contribution des services d'intérêt général à la poursuite des objectifs de cohésion économique, sociale et territoriale inscrits dans le Traité de Lisbonne et marqué leur attachement à des services publics locaux de qualité, accessibles à tous. Ils ont présenté la position commune qu'ils ont adoptée avec l'Association des Régions de France (ARF) sur ce sujet.
(…) *Les abonnés ont accès à la lettre HCL en version intégrale et disposent à cet emplacement de l'information et du lien Internet vers le texte signalé* http://hcl.inventaires.fr

Position commune des associations nationales de pouvoirs locaux et régionaux français (ARF et MPLF) sur les Services d'intérêt général (SIG)

Le rôle des SIG dans la cohésion sociale et territoriale est aujourd'hui largement reconnu. Cependant, les travaux du 3ème Forum SSIG, organisé dans le cadre de la Présidence belge de l'UE, ont montré que, si le contexte actuel semblait plus favorable à une meilleure prise en compte de la spécificité des SIG, le risque demeurait de tomber dans une logique interprétative de la législation actuelle, alors que c'est de nouvelles dispositions dont nous avons besoin. Les associations nationales représentatives des collectivités territoriales françaises de tous niveaux en appellent par conséquent à la Commission européenne, dont c'est la compétence, pour proposer de nouvelles évolutions normatives garantissant ces principes…
Maisons des pouvoirs locaux français - 2010-11-08
http://www.pouvoirs-locaux-francais.eu/documents/?doc_n_id=600&arb_n_id=71

(Rappel) **Prévention des catastrophes (conclusions)**
http://www.consilium.europa.eu/App/NewsRoom/loadDocument.aspx?id=363&lang=FR&directory=fr/jha/&fileName=117562.pdf

Services et ressources documentaires

« Habiter Mieux » : programme national en faveur de la rénovation thermique des logements privés des propriétaires occupants
Ce numéro spécial de la lettre du réseau « Habitat Développement » présente de la documentation et des fiches de cas…
http://www.habitatdeveloppement.fr/cfm/e-lettre.cfm?id=21

Bonnes et moins bonnes initiatives – Ici et ailleurs - Polémiques, etc.

Le logement social expliqué aux élus de vingt-huit communes
http://www.ouest-france.fr/actu/actuLocale_-Le-logement-social-explique-aux-elus-de-vingt-huit-communes-_56147-avd-20101112-59340428_actuLocale.Htm

10 000 Lotois vivent dans une HLM
http://www.ladepeche.fr/article/2010/11/09/944240-10-000-Lotois-vivent-dans-une-HLM.html

« Il faut lancer un Grenelle du logement »
http://www.lemoniteur.fr/139-entreprises-de-btp/article/actualite/772020-jean-rossi-president-d-egf-btp-il-faut-lancer-un-grenelle-du-logement

100.000 euros pour améliorer l'habitat
http://www.lamontagne.fr/editions_locales/moulins/100_000_pour_ameliorer_l_habitat@CARGNjFdJSsBFx4FAxo-.html

Soixante-deux logements sociaux livrés à La Couronne
http://www.maritima.info/actualites/vie-des-communes/martigues/137/soixante-deux-logements-sociaux-livres-a-la-couronne.html

Urbanisation : les étudiants de Géoarchi mènent l'enquête
http://www.ouest-france.fr/actu/actuLocale_-Urbanisation-les-etudiants-de-Geoarchi-menent-l-enquete-_29201-avd-20101108-59306950_actuLocale.Htm

Elections des représentants des locataires dans les HLM
http://www.mce-info.org/fr/actualites/fiche.php?id=463

A l'assaut de la Société immobilière …
http://www.lnc.nc/pays/social/230442-a-lassaut-de-la-sic.html

L'Etat se félicite de l'augmentation du nombre de logements sociaux en 2010
http://www.zinfos974.com/Les-chiffres-du-logement-social-a-La-Reunion_a22891.html

La construction de logements toujours en panne
http://www.lemonde.fr/economie/article/2010/11/09/la-construction-de-logements-toujours-en-panne_1437389_3234.html

Espagne : coup d'arrêt aux ventes de logements en septembre
http://www.lesechos.fr/economie-politique/monde/actu/afp_00296997.htm

Bagarre pour les fonds du livret A
http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2010/11/08/04016-20101108ARTFIG00717-bagarre-pour-les-fonds-du-livreta.php

Thierry REPENTIN opposé au texte de réforme des collectivités locales
http://thierryrepentin.typepad.fr/blog/2010/11/thierry-repentin-opposé-au-texte-de-réforme-des-collectivités-locales.html

Une liste de villes où les PV de stationnement seraient illégaux (…)
http://www.40millionsdautomobilistes.com/Data/Dossiers/juridique-reglementation/309.asp

Paris Métropole passe l'arme à droite
http://www.megalopolismag.com/paris-metropole-passe-larme-a-droite/

Benoist Apparu sur BFM TV le 8 novembre
(…) *Les abonnés ont accès à la lettre HCL en version intégrale et disposent à cet emplacement de l'information et du lien Internet vers le texte signalé* http://hcl.inventaires.fr

"Quand Fillon veut parler social, il visite un projet de Borloo"
http://www.lexpress.fr/actualite/politique/quand-fillon-veut-parler-social-il-visite-un-projet-de-borloo_935453.html

Polémique sur le budget de l'hébergement d'urgence
http://www.lesechos.fr/economie-politique/france/actu/020917548171-polemique-sur-le-budget-de-l-hebergement-d-urgence.htm

Les associations d'aide au logement n'obtiennent qu'une rallonge
http://www.lepoint.fr/fil-info-reuters/les-associations-d-aide-au-logement-n-obtiennent-qu-une-rallonge-10-11-2010-1260934_240.php

Déception des associations reçues par Matignon sur le mal logement
http://www.secours-catholique.org/actualite/deception-des-associations-recues,8128.html

"Des opérations coup de poing auront lieu cet hiver pour défendre la cause des mal-logés"
http://www.capital.fr/immobilier/interviews/des-operations-coup-de-poing-auront-lieu-cet-hiver-pour-defendre-la-cause-des-mal-loges-545550

Logement social à Paris: comment produire du logement social sans en créer
http://mal-logesencolere.20minutes-blogs.fr/archive/2010/11/12/logement-social-a-paris-comment-produire-du-logement-social.html

Bertrand Delanoë soutient le combat du « collectif des associations unies pour une nouvelle politique publique du logement des personnes sans abri et mal-logées »
(…) *Les abonnés ont accès à la lettre HCL en version intégrale et disposent à cet emplacement de l'information et du lien Internet vers le texte signalé* http://hcl.inventaires.fr

HLM: des mal logés occupent la Caisse de retraite des mines à Paris
http://www.google.com/hostednews/afp/article/ALeqM5jTVqorB5vK_6tY0eoCf_VNIftOCA?docId=CNG.68fd3287552a7f4f32438cc06db8050d.cd1

Ile-de-France - Vrais-faux logements sociaux ?
http://www.francesoir.fr/societe/ile-de-france-vrais-faux-logements-sociaux.53530

Une liste de villes où les PV de stationnement seraient illégaux (…)
http://www.40millionsdautomobilistes.com/Data/Dossiers/juridique-reglementation/309.asp

Paris Métropole passe l'arme à droite
http://www.megalopolismag.com/paris-metropole-passe-larme-a-droite/

L'urbanisation limitée à 15 logements par hectare
http://www.ouest-france.fr/actu/actuLocale_-L-urbanisation-limitee-a-15-logements-par-hectare-_22141-avd-20101110-59327510_actuLocale.Htm

Réforme des collectivités territoriales
Réactions - Communiqués de presse

Réforme territoriale: « La loi portera la marque du Sénat »
Sénat - Communiqué de presse
http://www.senat.fr/presse/cp20101109a.html

"Face a la crise durable de la société, il faut renforcer la régionalisation " Déclaration commune des Présidentes et Présidents de Région
(…) *Les abonnés ont accès à la lettre HCL en version intégrale et disposent à cet emplacement de l'information et du lien Internet vers le texte signalé* http://hcl.inventaires.fr

Réaction de Claudy LEBRETON à l'issue de la Commission mixte Paritaire
http://www.departement.org/content/reaction-de-claudy-lebreton-laissue-de-la-commission-mixte-paritaire

Sur demande expresse de l'AMF, aucune commune ne pourra être intégrée sans son accord dans une commune nouvelle
http://www.amf.asso.fr/_gabarit/?DOC_N_ID=10145&TYPE_ACTU=2

L'APVF réitère ses inquiétudes et regrette les occasions manquées
(…) *Les abonnés ont accès à la lettre HCL en version intégrale et disposent à cet emplacement de l'information et du lien Internet vers le texte signalé* http://hcl.inventaires.fr

Adoption de la réforme des collectivités au Sénat
http://www.departement.org/content/adoption-de-la-reforme-des-collectivites-au-senat

Élection des conseillers territoriaux : Michèle André déplore l'adoption d'un texte « naufrageur de la parité »
http://www.senat.fr/presse/cp20101110a.html

Le Sénat pourra bientôt faire le deuil de son rôle de représentation des collectivités territoriales
http://www.amrf.fr/LinkClick.aspx?fileticket=lq4JBQZRMoE%3d&tabid=1221

Evènements / Manifestations

15 novembre au 15 décembre - France
Elections 2010 des représentants des locataires dans les organismes HLM et EPL (ex-SEM)
http://www.logement.gouv.fr/article.php3?id_article=784
http://www.logement.gouv.fr/article.php3?id_article=739
(NdR : pas tout jeune, mais largement valable, encore)

http://www.lacnl.com/index.php?page=presentation
http://locataires.clcv.org/administrateurs-locataires.html
http://www.familles-de-france.org/pdf/2010/FDF_hlm2010.pdf
http://www.afoc.net/article.php?id_article=308
http://www.electionshlm2010-la-csf.org/accueil.html
etc. …

20 novembre – Paris
Le mois de la photo vu par le Cycle d'Urbanisme



http://www.sciences-po-urbanisme.fr/?Exposition-photo-et-vente-de

8 décembre – paris
La croissance verte, une opportunité pour le développement local et l'emploi ? Une approche internationale
http://www.projetdeterritoire.com/html/comEtd/docs/progSeminaireEmploisVerts08Dec2010.pdf

HCL Publications, RCS Créteil 512 025 578 - 31, rue de Villeneuve - 94370 Sucy-en-Brie
Directeur de publication : Guy Lemée
Courriel : hcl@inventaires.fr Site Internet dédié: http://hcl.inventaires.fr
Commission Paritaire des Publications et Agences de Presse (service de presse en ligne) : N° 1211 W 90099
© 2009 - 2010 ® Habitat & Collectivités locales **- Tous droits réservés**
La diffusion de ce bulletin d'informations reste couverte par les droits du copyright.

Habitat & Collectivités Locales

La lettre hebdomadaire	Le site Internet	Les alertes	Les hors-séries
Recevez votre lettre chaque semaine par courriel sur tous vos postes de travail	Les archives et la base documentaire	Recevez les informations importantes en temps réel par courriel	Des numéros spéciaux sur des thèmes choisis 3 éditions / an

BON DE COMMANDE

OFFRE RESERVEE AUX NOUVEAUX ABONNES

SOUSCRIPTION POUR ANNEE 2011 – DERNIERS NUMEROS 2010 OFFERTS

TARIF TTC Année Civile			ABONNE			VOTRE FORMULE (2)
	Abonnement de base 46n°/an + 3 H.S.	**Offre Nouvel Abonné** **Derniers numéros 2010 offerts**	**Organisme HLM et SEM**	**Collectivité** (région, département, commune, EPCI)	**Entreprise privée** (Hors secteur bancaire)	
T5	950 €	GRATUIT	> 40 000 logements	> 100 000 habitants	> 100 salariés	□
T4	750 €	GRATUIT	< 10 001 à 40 000> logements	< 50 001 à 100 000> habitants	<51 à 100> salariés	□
T3	450 €	GRATUIT	< 1 001 à 10 000> logements	<10 001 à 50 000> habitants	<6 à 50 > salariés	□
T2	250 €	GRATUIT	< 1 000 logements	<10 000 habitants	<1 à 5> salariés	□
T1 (1)	150 €	GRATUIT			Entreprise individuelle	□

Mode de règlement

□ Chèque ci-joint à l'ordre d'HCL Publications

□ Mandat administratif réservé aux personnes publiques (voir RIB ci-dessous)

Une facture vous sera adressée dès réception du bulletin d'abonnement

Société Générale – Montreuil sous bois
Titulaire du Compte : HCL Publications
31, rue de Villeneuve 94370 Sucy-en-Brie
IBAN FR76 3000 3038 8000 0203 8929 570 – BIC : SOGEFRPP

Banque	Guichet	N°de Compte	Clé RIB
30003	03880	00020389295	70

Le bon de commande, qui peut être téléchargé et imprimé, et le règlement sont à adresser à : ***HCL Publications***
31, rue de Villeneuve-94370 Sucy-en-brie
Siret 512 025 578 00018. APE 5813Z

(1) *Le tarif T1 correspond à un abonnement pour un usage individuel, réservé au seul lecteur désigné. .* (2) *Choisir et cocher votre tarif*

NOUS CONSULTER pour tout autre organisme, administration, établissement, agence d'Etat et/ou locale, ONG/association, université & école, organisation professionnelle, établissement financier, structure de groupe ou « tête de réseau »…

Nom :……

Fonction :……

Service :……

Courriel (email) :
……

Entreprise ou Organisme :……

Adresse :……
……
……

Code postal :……Ville :……

Téléphone :……Fax……

Je m'abonne pour l'année 2011 *après avoir lu et accepté les conditions générales de vente et d'utilisation.*

Signature et cachet

Conditions générales de vente et d'utilisation

(Novembre 2010)

Diffuseur/Editeur
La lettre « Habitat & Collectivités locales » (marque déposée INPI) et ses prestations documentaires et de veille associées constituent un ensemble autonome de services produit, édité et diffusé par « HCL publications »
Siret 512 025 578 00018 - APE 5813Z - Commission Paritaire des Publications et Agences de Presse (service de presse en ligne) : N° 1211 W 90099
Directeur/responsable de la publication : Guy Lemée – hcl@inventaires.fr

Article 1. Champ d'application
Les présentes conditions générales de vente et d'utilisation s'appliquent à tout souscripteur d'abonnement de la lettre « Habitat et Collectivités locales » et services associés et sont indissociables du bulletin d'abonnement. Nous nous réservons la possibilité de modifier à tout moment sans préavis les conditions générales d'utilisation. Nous informerons les abonnés de ces modifications par courrier électronique et nous les ferons apparaître sur notre site Internet. Les présentes sont soumises au droit Français et en cas de contestation, seul sera compétent le Tribunal de Commerce de Créteil.

Article 2. Abonnement – Accès au service – Renouvellement - Résiliation
L'abonnement comprend divers services dont l'accès et/ou la réception par courriel d'une version numérique de la lettre hebdomadaire « Habitat et Collectivités locales », de « hors-séries » et l'accès réservé (identifiant et code) à un site Internet http://hcl.inventaires.fr

Ces services sont personnellement rendus à l'abonné et, pour les personnes morales, sont accessibles à ses dirigeants et salariés uniquement. Le fait pour l'abonné de rendre accessible tout ou partie de ces services à un ou des tiers, liés ou non juridiquement ou économiquement, constituerait une violation des termes du contrat.

L'accès à la base documentaire et aux archives de la lettre HCL sur site Internet est réservé aux souscripteurs et utilisateurs qui disposent de codes d'accès personnalisés. Ce service sera accessible en permanence par le réseau Internet, sauf cas de force majeure, pannes éventuelles, maintenance Nous nous réservons le droit de faire évoluer les spécifications techniques et les services fournis afin d'y intégrer des perfectionnements et d'apporter à tout moment au contenu éditorial et aux rubriques (du site comme de la lettre) les modifications, évolutions, ajouts ou suppressions que nous pourrons juger nécessaires ou opportuns.

Sauf mention spéciale du bulletin d'abonnement, l'abonnement porte sur la durée de l'année civile. Un mois avant la date d'échéance, un courriel rappelant le renouvellement de l'abonnement sera envoyé au souscripteur. En cas de non réponse à ce courriel, le principe de tacite reconduction sera appliqué par l'envoi d'une facture et les conditions générales alors en vigueur seront considérées comme acceptées pour la nouvelle période d'abonnement.

Le client peut à tout moment résilier son abonnement par courriel ou par voie postale. La résiliation sera effective à l'échéance de l'abonnement facturé.

Article 3. Conditions tarifaires et de paiement
Les tarifs indiqués le sont en euros et s'entendent T.T.C. (T.V.A. 2.1% incluse). Une facture est automatiquement adressée à réception du bulletin d'abonnement. Le souscripteur déclare librement la catégorie à laquelle il estime appartenir et qui détermine le tarif qui lui est applicable, lequel tarif est donc choisi sous sa seule responsabilité.

Ainsi, le souscripteur qui choisit un abonnement « individuel » ouvrant droit à un tarif privilégié s'engage à respecter un usage à son seul bénéfice personnel.

Article 4. Responsabilité
Nous nous engageons à apporter tous les soins en usage pour la mise en œuvre de l'ensemble des services offerts au souscripteur. Malgré tout, notre responsabilité ne pourra pas être retenue en cas de manquement à nos obligations contractuelles du fait d'un cas fortuit ou d'un cas de force majeure tel que, et sans limitation, les catastrophes, grèves, incendies, inondations, défaillance ou panne de matériel et interventions de maintenance nécessaires au bon fonctionnement du site Internet, des moyens de transport, de communication ou du fait de vos agissements. Plus généralement, l'abonné reconnaît expressément être informé qu'en aucun cas nous ne pouvons garantir que les services proposés ne subiront aucune interruption.

La lettre « Habitat & Collectivités locales » contient de nombreux liens vers des sites Internet extérieurs, gérés par des tiers. Nous ne pouvons exercer de contrôle sur ces sites et n'assumons pas la responsabilité quant à leur contenu. Si toutefois il est porté à notre connaissance la présence dans notre lettre de liens vers des pages externes, au contenu illicite, nous supprimerons, après vérification, ces liens. N'hésitez pas à nous avertir de la présence de tels liens.

Enfin, nos informations, présentations et analyses ne peuvent en aucun cas être assimilées à des prestations de services ou de conseil et de ce fait ne peuvent entraîner de mise en cause de notre responsabilité. Aussi elles ne peuvent être utilisées comme un substitut à une consultation rendue par une personne professionnellement compétente.

L'abonné reste totalement libre et responsable de l'utilisation faite des informations et autres contenus diffusés.

Article 5. Protection des données
En aucun cas vos coordonnées ne seront communiquées à des tiers autrement que pour répondre, si nécessaire, à une injonction des autorités légales. Ces informations sont exclusivement utilisées par notre société. Elles ont pour objectifs d'améliorer nos services et de gérer plus facilement la diffusion de nos publications. Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, vous pouvez obtenir communication et, le cas échéant, rectification ou suppression des informations vous concernant, en envoyant un courriel à hcl@inventaires.fr ou par courrier postal à HCL publications, 31, rue de Villeneuve – 94370 Sucy-en-Brie

Article 6. Propriété intellectuelle
Notre société est seule propriétaire des droits de propriété intellectuelle sur le contenu de la lettre et du site, de sa structure générale, ainsi que des textes, images animées ou non, sons, savoir-faire, dessins, graphismes et autres éléments la composant. Toute utilisation, rediffusion, communication sous une forme quelconque, même partielle, en dehors des conditions d'abonnement, est interdite sauf accord écrit préalable.

La marque « Habitat & Collectivités locales » ainsi que les marques et logos de notre société, et de nos partenaires pouvant figurer dans la lettre et sur le site sont des marques et logos déposés. Toute reproduction totale ou partielle de ces marques et logos sans autorisation expresse de notre part est prohibée.